

« Disons non aux violences sur le genre »

Nouvelles tendances au Sahel

04 décembre 2025

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 17-30 Novembre 2025, en évaluant les récits observés sur la base de 12 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



Il est de plus en plus important de comprendre comment les acteurs de l'aide humanitaire sont présentés en ligne, car les récits diffusés sur les réseaux sociaux façonnent la perception des communautés, l'accès opérationnel et la sécurité du personnel. En suivant les récits émergents et les évolutions de l'opinion, ce briefing offre un système d'alerte précoce qui aide les organisations à comprendre l'opinion locale, à renforcer leur acceptation par les communautés et à naviguer dans un environnement opérationnel en rapide évolution.

Éditions précédentes : [C'est pas de journalistes ce de pion](#) (10-16 nov) | [Sans les femmes, la paix est incomplète](#) (27 oct-09 nov) | [Je Pense Pas Que C'est Un Civil](#) (20-26 oct) | [Le pays est désormais gouverné](#) (13-19 Oct) | [Tuer Les Tous](#) (06-12 oct) | [C'est une Honte](#) (15-28 sept) | [Gardez un œil sur Agadez](#) (01-14 sept) | [Le Burkina Faso Doit Rompre tous ses liens avec TOUTES les Organisations Internationales](#) (18-31 aout) | [Avis Partagés](#) (11-17 aout) | [Tout](#)

Allégations contre le personnel du PNUD au Burkina Faso, mais engagement limité en ligne

Le 21 novembre 2025, trois publications de différents médias burkinabés sur Facebook ont fait la promotion du dernier numéro du journal *Le Reporter*, dont le titre affirmait que « des agents du PNUD [extorquent] des millions de francs CFA à des entreprises ».

Les publications ne donnaient pas plus de détails sur cette allégation au-delà du titre, et étaient partagées avec d'autres sujets d'investigation. L'une des publications a atteint environ 70 122 utilisateurs, une autre 24 810, tandis qu'une troisième n'a atteint que 1 701 utilisateurs.

Cependant, aucune n'a généré de commentaires durant la période de surveillance, ce qui indique que l'allégation n'a pas suscité d'intérêt.

Le numéro 396 du journal Le Reporter est disponible
Dans cette parution du mois de novembre 2025, vous pourrez lire :
■ CORRUPTION DANS LE PROJET DE CHAMBRES FROIDES AU BURKINA :
■ Des agents du PNUD rackettent des entreprises à des millions FCFA
■ PECHE SUR LE FLEUVE MOUHOUN :
■ Les acteurs cultivent la résilience face à l'insécurité
■ WIFI ZONE :
■ Quand Ouagadougou se connecte hors la loi
■ LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAL AU BURKINA FASO :
■ Substitut Dofini Dakio, désormais correspondant de la CENTIF auprès des juridictions
■ TRAITEMENT DE L'INFORMATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE :
■ La SAZIF forme des journalistes au décryptage des rapports financiers
■ PERISCOPE : Mendicité au Burkina, d'une révolution à une autre
■ EDITO : Les Etalons et le Mondial, chronique d'un échec programmé !
Le journal est disponible chez les revendeurs, dans les Alimentations et dans les stations-
Il est également disponible sur le site du journal www.reporterbf.net par abonnement
➡ Suivez-nous également sur notre chaîne WhatsApp :
<https://whatsapp.com/channel/0029Vb6xXwg2pHPr99pQ2X>
➡ Rejoignez notre groupe WhatsApp par ici :
<https://chat.whatsapp.com/BB6jNQi7oDeprRHWAO8z>
■ NB : Vous avez une information d'intérêt public, vous souhaitez une insertion, un abor
publi-reportage, contactez-nous par mail ou par téléphone :
reporterbf@yahoo.fr OU bengnemoui@tuta.io

Récits principaux

Le Niger lève la suspension de 100 ONG sur 4 000

Entre le 18 et le 22 novembre 2025, cinq publications de médias et une publication d'un particulier (quatre comptes basés au Niger et deux au Mali) ont rapporté que le Niger avait levé la suspension de près de 100 ONG et associations ayant publié leurs états financiers pour 2024. Ces organisations ont été autorisées à reprendre leurs activités, tandis que près de 4 000 ONG opérant dans le pays sont restées suspendues, mais ont obtenu un délai de 60 jours pour régulariser leur situation.

Ces six publications ont généré 22 commentaires, dont seulement deux négatifs à l'égard du secteur de l'aide humanitaire, les autres étant favorables à un renforcement de la réglementation ou portant sur des questions techniques relatives au processus.

Vingt des vingt-deux commentaires étaient concentrés sous une seule publication publiée par un influenceur local, qui se présente également comme journaliste sur son profil de réseau social et compte au moins 300 000 abonnés. Son contenu habituel porte sur des questions locales, notamment la participation aux 16 jours d'activisme contre la violence sexiste.

Discours observés dans la discussion autour de la suspension des ONG :

La transparence et l'État de droit sont nécessaires : certains utilisateurs considèrent la suspension et la levée des interdictions comme un moyen légitime de faire respecter les lois nationales. Les ONG sont tenues de publier leurs états financiers, de respecter les règles fiscales et de déclaration, et de s'aligner sur les priorités du gouvernement si elles veulent fonctionner comme de véritables partenaires de l'État.

- “Sur ce point, je suis totalement d'accord avec le Gouvernement du Niger. Je suis moi-même agent d'ONG et je pense que l'une des premières obligations... est de se mettre en conformité totale avec les Lois du pays hôte...”
- “C'est important en tout cas et ça va permettre aux gens de se reveiller”

Préoccupations concernant les pratiques et la composition des ONG : un commentaire remettait en question les pratiques de recrutement et le nombre d'expatriés dans certaines ONG, demandant pourquoi les organisations peuvent avoir plus de personnel étranger que local et appelant à un meilleur contrôle du fonctionnement des ONG.

- “Ça nous intéresserait aussi de savoir si le processus de recrutement est respecté ??? Comment une ONG peut avoir plus d'expatriés que d'autochtones ?”

Critiques constructives à l'égard de la mise en œuvre par le gouvernement : peu d'utilisateurs soutiennent des contrôles plus stricts, mais critiquent la manière dont ils sont appliqués, affirmant que des ONG conformes ont été inscrites sur la liste des organisations suspendues, et réclament donc une meilleure approche.

- “Ce que tu oublie dans ton analyse c'est que de nombreuses ONG internationales se sont conformées aux exigences de l'État mais nombreuses d'entre elles ne sont pas dans la liste. Une approche plus professionnelle des agents de l'État serait la bienvenue”

Défense minoritaire des ONG en tant que prestataires de services : un commentaire critiquait le processus lui-même, estimant que les ONG comblent les lacunes laissées par l'État et ne devraient pas être « harcelées ».

- “Ces ONG essaient de combler le vide laissé par les États et on passe son temps à les harceler ? Ayez pitié des populations !”

Ce que cela nous apprend

- Dans ce petit échantillon, le discours dominant soutient une réglementation plus stricte des ONG, liant la transparence financière à la confiance du public et à la souveraineté de l'État, plutôt que de la considérer principalement comme une attaque contre le secteur.
- Dans le même temps, les utilisateurs soulignent leurs doutes quant à la capacité administrative et à l'équité, craignant que des ONG conformes aient été omises et appelant à une communication plus claire ainsi qu'à un traitement plus professionnel des listes et des procédures.

- Le commentaire critique isolé sur le processus, qui défend les ONG, souligne la préoccupation d'une minorité selon laquelle des contrôles plus stricts pourraient nuire aux services fournis aux communautés vulnérables, mais ce point de vue n'a pas suscité beaucoup d'intérêt dans la discussion observée.

Coopération en matière de sécurité avec l'ONU au Mali : faible engagement, méfiance manifeste

Le 20 novembre 2025, la visite du Représentant spécial des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel, Leonardo Santos Simão, au Premier ministre malien a fait l'objet de deux publications sur Facebook : l'une sur la page d'un média malien (segment télévisé) et l'autre sur la page officielle du gouvernement. Les deux publications ont généré 73 commentaires, mais les interactions portant sur le fond du sujet sont restées limitées : la plupart des commentaires consistaient en salutations, éloges du programme et des hôtes, plaintes techniques concernant le son (« le micro », « le volume ») ou demandes d'emploi à l'ONU. Seuls neuf commentaires ont été identifiés comme négatifs à l'égard de l'ONU et du partenariat sécuritaire évoqué.

Récits observés :

- **L'ONU inefficace et complice** : un commentaire présentait l'ONU comme faisant partie du problème de sécurité plutôt que de la solution.
 "... les Nations unies n'ont jamais résolu un problème dans un pays. C'est la mafia walahi. Ils étaient là qu'est-ce qu'ils ont fait de bon ?"
- **L'ONU, mandataire de l'Occident aux intentions cachées** : l'engagement de l'ONU est présenté comme servant des intérêts étrangers et masquant des motivations dissimulées.
 "Mon frère XXX pour moi c'est eux faut pas mettre confiance à eux il est faux que les gouvernement il est bien réfléchi bien les blancs aide pas les gens comme ça y a quelque chose derrière de ça que dieu chauve mali inch'Allah"
- **Appel à la vigilance et à la méfiance envers les acteurs internationaux** : certains utilisateurs exhortent les autorités maliennes à rester prudentes vis-à-vis de l'ONU en matière de sécurité.
 "Il faut que le Mali fais attention avec onu"
 "He massa on retourne encore avec l' ONU quel honte"
- **Fierté souveraine et autonomie de l'AES** : plusieurs commentaires soulignent que le Mali, le Burkina Faso et le Niger se sont armés et financés « sans aide financière extérieure », et que les partenariats internationaux ne sont acceptables qu'une fois la force et la souveraineté de l'AES assurées.
 "Le Mali, Niger et Burkina se sont armée bien équipé par leurs propres fonds sans aide financière de l'extérieur. Maintenant les autres pays de la sous-région [...] doivent s'équiper en armement et goûter à la guerre, après vient le soutien et la collaboration des pays de l'AES."

Ce que cela nous apprend

- Parmi les rares utilisateurs s'étant intéressés de manière approfondie à la question de la sécurité, l'ONU est présentée comme un acteur aligné sur l'Occident, n'ayant pas réussi à améliorer la sécurité et pouvant même alimenter l'instabilité.
- La prédominance des commentaires non politiques (salutations, questions techniques, demandes personnelles) suggère que le grand public ne débat pas activement de la politique de sécurité dans cet espace. Toutefois, lorsque l'ONU est mentionnée, le faible nombre de réactions laisse apparaître une forte méfiance et des accusations d'intentions cachées.

Même si le nombre de commentaires est relativement faible, ces interactions s'inscrivent dans un contexte plus large de méfiance à l'égard des acteurs internationaux de la sécurité dans la région du Sahel, un discours régional récurrent.

16 jours d'activisme contre la violence sexiste : un soutien fort, une faible visibilité

Entre le 24 et le 29 novembre, les agences des Nations unies (PNUD, FNUAP, UNICEF, ONU Femmes), ainsi que des ONG internationales et locales du Niger, du Burkina Faso et du Mali, ont publié 25 publications sur le lancement des 16 jours d'activisme contre la violence sexiste. Ces publications n'ont généré que 42 commentaires au total, dont 36 positifs et six neutres, et aucun commentaire négatif à l'égard du secteur de l'aide ou des initiatives. Cela montre que, malgré une large participation institutionnelle, l'engagement en ligne est resté très limité, sans toutefois susciter d'opposition ni de réaction négative.

La plupart des commentaires étaient brefs mais clairement favorables : les utilisateurs ont félicité les organisateurs.

« Félicitations », « Très belle initiative », « Bonne chance à tous », « Bonne campagne à toutes et à tous ».

Certains commentaires encouragent les organisateurs à continuer : « Du courage », « Bonne chance pour la suite ».

Certains utilisateurs se sont clairement prononcés contre la violence sexiste et ont repris le slogan de la campagne avec des appels directs tels que « **Disons non aux violences sur le genre** » et « **STOP aux VBG / VGB** ».

Quelques commentaires plus approfondis ont salué les discussions sur la violence en ligne et souligné l'importance de la sécurité des espaces digitaux pour les femmes et les filles ; un utilisateur, par exemple, a suggéré qu'il était important d'organiser une conférence avec les jeunes élèves et leurs parents : « **Intéressant et important discours à partager massivement aux jeunes étudiants et aux parents ! Personnellement j'ai beaucoup appris ""moi qui penchais à l'interdiction""...etc...»**

Plusieurs organisations locales ont utilisé l'espace réservé aux commentaires pour s'aligner publiquement sur le message de l'ONU :

- « ... réaffirme son soutien à toutes les initiatives visant à lutter contre la violence sexiste... Ensemble, mobilisons-nous pour mettre fin à la violence à l'égard des femmes et des filles, y compris dans les espaces numériques. »
- « ... soutient pleinement la déclaration du directeur exécutif du FNUAP... Il est temps de prendre des mesures concrètes pour prévenir et lutter contre la violence numérique. »

Le ton général est celui de la solidarité, de la mobilisation et du consensus moral selon lequel la violence à l'égard des femmes et des filles, en ligne comme hors ligne, est inacceptable.

Ce que cela nous apprend

- **Normes communes, aucune réaction négative visible** : dans ce petit échantillon, la violence sexiste et la violence numérique sont considérées comme des injustices manifestes ; les utilisateurs se rallient autour du même message plutôt que de le contester. Aucune réaction négative visible n'a été observée contre les droits des femmes, les agences des Nations unies ou les ONG partenaires.

- **Les acteurs de l'aide humanitaire sont considérés comme légitimes** : les agences des Nations unies, les ONG internationales et les ONG locales sont remerciées et encouragées, ce qui suggère que, pour les commentateurs, ces organisations sont des voix fiables en matière de violence sexiste, et non des acteurs extérieurs imposant un programme indésirable.

Burkina Faso : réactions en ligne à un éventuel rejet du financement de la protection sociale par l'UE

Le 27 novembre 2025, une page médiatique burkinabè a publié sur Facebook que le gouvernement pourrait refuser 6,2 millions d'euros de financement de l'Union européenne pour des programmes de protection sociale si les fonds étaient acheminés par des ONG plutôt que par des structures étatiques. La publication explique que l'UE souhaitait initialement travailler par l'intermédiaire d'ONG, tandis que les autorités burkinabè insistent pour que seules les institutions nationales mettent en œuvre et gèrent les fonds. La publication a généré 52 commentaires, dont 18 négatifs à l'égard du secteur de l'aide.

Discours observés :

Soutien au rejet de l'aide financée par l'UE via des ONG : la plupart des utilisateurs saluent la décision annoncée et remercient le gouvernement. Plusieurs affirment que, si l'UE n'accepte pas les conditions burkinabè, elle devrait « garder son argent ». L'aide est présentée comme un outil de domination plutôt que de solidarité, avec des commentaires avertissant que « nous n'avons pas besoin de leur aide » et qualifiant les offres européennes d'« aide empoisonnée ».

- “C'est clair et net, simple comme bonjour, c'est à l'État Burkinabè de gérer les fonds, s'ils ne veulent pas sa ils n'ont qu'à partir avec leurs argent”
- “Weh clair comme l'eau de roche. En Europe là-ba ya des démunis, il n'ont qu'à les aider. Nous on va se débrouiller. Les aide empoisonné, nous ne sommes plus dedans.”

Les ONG présentées comme des espions et des vecteurs d'influence étrangère : certains utilisateurs décrivent les ONG comme des outils d'espionnage et d'ingérence étrangère, suggérant que les fonds européens qui leur sont alloués s'inscrivent dans une stratégie de contrôle plus large.

- “LES ONG C'EST DES ESPIONS”

Souveraineté, dignité et fierté de l'AES : de nombreux utilisateurs présentent cette décision comme une affirmation de la souveraineté et de la dignité nationales, arguant que le refus d'une aide conditionnelle protège le Burkina Faso et l'AES dans son ensemble d'une « recolonisation » et d'une dépendance à long terme.

- «PLUS JAMAIS UNE QUELCONQUE AIDE FINANCIERE POUR UNE FOIS DE PLUS NOUS RECOLONISER POUR UNE DEPENDANCE ETERNELLE A DIEU LES PYROMANES SAPEURS POMPIERS.»

Une petite minorité pragmatique : quelques voix se font plus nuancées. Un utilisateur fait remarquer que si l'argent est véritablement destiné aux « plus démunis » et que l'UE accepte les règles nationales, il n'y a aucune raison de le refuser. Un autre lance en plaisantant : « **mes amis prenons le frique** », suggérant que certains utilisateurs voient encore l'intérêt d'un financement extérieur s'il peut être contrôlé.

Ce que cela nous apprend

- **L'aide vue sous l'angle de la souveraineté et de la méfiance** : dans ce fil de discussion, de nombreux utilisateurs considèrent le financement de l'UE via les ONG non pas comme une aide, mais comme un outil politique, les ONG étant présentées comme des espions ou des instruments de l'influence occidentale.
- **Soutien à l'aide publique et fierté nationaliste** : les commentateurs attendent de l'État burkinabè qu'il gère lui-même les programmes sociaux et applaudissent largement l'idée de limiter ou de refuser l'aide de l'UE, même si cette conclusion est fondée sur un petit échantillon de 52 commentaires sous un seul post.

Les récits d'aide sur les réseaux sociaux se poursuivent

Entre le 17 et le 30 novembre, les conversations en ligne sur l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger se sont intensifiées, mais sont restées assez limitées.

La semaine du **17 au 23 novembre 2025** montre un net rebond de l'engagement en ligne avec les contenus liés à l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Au total, **248 publications publiques** ont été identifiées, générant **466 commentaires**, soit une augmentation d'environ **78 %** par rapport aux **262 commentaires** enregistrés entre le 10 et le 16 novembre. L'engagement reste inférieur aux pics enregistrés début octobre, mais il est plus élevé qu'au cours des deux semaines précédentes.

Au total, **14** commentaires négatifs ont été identifiés entre le 17 et le 23 novembre, **56 % visant les agences des Nations unies** et **44 % les ONG internationales**, tandis que **les ONG nationales n'ont fait l'objet d'aucun commentaire négatif (0 %)**.

Cela reflète globalement la tendance de la semaine dernière, où la plupart des commentaires négatifs concernaient également les acteurs des Nations unies (66,7 %), les ONG internationales (33 %), les ONG locales ne faisant l'objet d'aucune critique explicite. Bien que le volume total de commentaires négatifs reste très faible, les critiques continuent de se concentrer sur **les agences des Nations unies et les ONG internationales**, tandis que **les ONG locales ne sont pas critiquées** dans les discussions observées.

Répartition de l'engagement par type d'organisation :

- **Agences des Nations Unies : 71,9 %**
- **ONG internationales : 17,4 %**
- **ONG locales : 10,7 %**

Entre le **24 et le 30 novembre**, **240 publications** ont été diffusées au Niger, au Mali et au Burkina Faso. Elles ont suscité **658 commentaires**, soit une augmentation d'environ **41,2 %** par rapport à la semaine précédente.

24 commentaires négatifs ont été identifiés à l'égard du secteur de l'aide humanitaire, dont **4,1 %** visaient l'ONU et **95,8 %** les ONG internationales.

Une grande partie de ces commentaires ont été publiés sous des contenus qui ne concernaient pas principalement le secteur de l'aide humanitaire (par exemple, des contenus politiques ou sociaux plus généraux), mais ils ont tout de même été inclus dans cette analyse car les publications **mentionnent une organisation humanitaire ou une agence des Nations unies**.

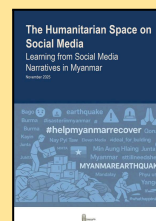
Répartition de l'engagement par type d'organisation :

- **Agences des Nations Unies : 57,4 %**
- **ONG internationales : 26,6 %**
- **ONG nationales : 16 %**

Comme pour les périodes précédentes, ces résultats doivent être interprétés avec prudence. Des problèmes techniques liés à la géolocalisation peuvent encore entraîner une sous-détection des publications provenant du Burkina Faso, du Mali et du Niger. Ces résultats sont basés uniquement sur des contenus accessibles au public et peuvent ne pas refléter les discussions sur des plateformes privées ou cryptées.

Autres ressources

Leçons tirées des récits diffusés sur les réseaux sociaux au Myanmar : Ce [rapport](#) propose une analyse structurée de la manière dont les récits numériques publics relatifs aux opérations humanitaires influencent l'accès, la sécurité et la légitimité des organisations humanitaires et de leurs partenaires au Myanmar. Il explore les implications de ces récits en ligne pour les stratégies de communication, les décisions politiques et la redevabilité envers les bénéficiaires de l'aide, dans l'un des environnements numériques les plus restrictifs et polarisés au monde. S'appuyant sur sept mois de veille des médias sociaux, le rapport met en lumière l'intersection entre les récits relatifs à la distribution de l'aide, aux soins de santé, aux déplacements de population et aux blocages d'accès, et la dynamique du conflit. Les conclusions visent à fournir des pistes de réflexion contextualisées et exploitables aux acteurs humanitaires soucieux de préserver les principes de neutralité, d'indépendance et d'impartialité dans l'espace informationnel complexe du Myanmar.



Le rétrécissement de l'espace humanitaire sur les réseaux sociaux : Ce rapport propose une analyse approfondie de la manière dont les discours publics en ligne transforment l'environnement opérationnel du secteur de l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Il se concentre sur les risques et les préjudices posés par les discours publics néfastes qui présentent l'aide comme illégitime, politisée ou contrôlée par l'étranger. Ces discours réduisent progressivement l'espace humanitaire. Face à la convergence croissante des menaces en ligne et hors ligne, le rapport soutient que la préservation de la légitimité numérique n'est plus une option : elle est essentielle à la poursuite d'une action humanitaire fondée sur des principes, neutre et efficace. Ces conclusions sont particulièrement urgentes compte tenu de la fragilité du contexte sahélien. Le Burkina Faso, le Mali et le Niger sont confrontés à des crises sécuritaires, politiques et humanitaires qui se chevauchent. Disponible en [anglais](#) et en [français](#).



Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org. Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#).

Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/17-30Nov2025SMMBriefFR>. **Citation suggérée :** Aperçu sur l'insécurité. 2025. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 17-30 novembre 2025. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/17-30Nov2025SMMBriefFR>

